

de l'établissement de cette société? Quels en ont été les répercussions dans le monde? Son résultat concret a été de priver la Malaisie de sa principale source de revenu. Le ministre me reprendra si j'ai tort. A ceux qui veulent savoir pourquoi le communisme règne si dangereusement en Malaisie, pourquoi il faut y maintenir 50,000 soldats britanniques pour le tenir en respect, je réponds que des établissements comme celui de Polymer en sont dans une certaine mesure responsables.

Le très hon. M. Howe: Mon honorable ami m'a demandé de le reprendre s'il se trompait. N'est-il pas exact que ces deux ou trois dernières années, la Malaisie a reçu pour son caoutchouc le prix le plus élevé de toute son histoire? Elle reçoit encore un prix fort élevé par rapport à n'importe quelle norme, malgré ce qui a été fait. La Société Polymer et le caoutchouc artificiel se tiennent tout simplement à la hauteur de l'augmentation de la consommation au lieu d'entamer les approvisionnement en provenance de la Malaisie.

M. Blackmore: Je suis heureux que le ministre ait rectifié mon énoncé. Nous nous heurtons aussi à la difficulté dont a parlé l'honorable représentant de Rosetown-Biggar (M. Coldwell). Lorsqu'un membre de l'opposition prend la parole en cette enceinte il fait face à un spécialiste de premier ordre disposant d'un personnel expert considérable. Si le ministre en cause n'était pas à la hauteur, il ne serait pas digne de la situation qu'il occupe. Si un ministre chargé d'un ministère ne peut, avec un personnel de cinquante, cent spécialistes ou peut-être plus nombreux, connaître mieux tous les détails relatifs à ce ministère que tout le reste des députés pris ensemble, il ne lui reste plus qu'à donner sa démission.

Une voix: Le ministre doit être compétent pour appartenir au parti libéral.

M. Blackmore: Je réponds qu'il doit être au-dessus de tout éloge pour faire partie du gouvernement du Canada, à quelque parti qu'il appartienne. N'ayant pas les moyens d'obtenir le renseignement, je désire que le ministre mette les choses au point, si je fais erreur. Je conclus de ses paroles que nous avons acheté de Malaisie tout autant de caoutchouc qu'avant la seconde guerre mondiale; est-ce exact?

Le très hon. M. Howe: Je crois que c'est probablement exact.

M. Blackmore: J'ai apparemment été mal renseigné à ce sujet. Je fais peut-être une légère digression en parlant de la Malaisie, mais je tiens à tirer tout au clair. Vu ces hauts prix, les Malais peuvent-ils produire autant qu'avant la seconde guerre mondiale,

avant l'invasion de leur pays par les Japonais? Peut-être le ministre n'est-il pas en mesure de répondre. Enfin, quoi qu'il en soit, si nous mettons sur pied au Canada des établissements grâce auxquels nous pouvons produire le caoutchouc sur la vente duquel les Malais comptent pour se procurer les articles dont ils ont besoin, nous privons les Malais du moyen de gagner leur vie, à moins que d'autres facteurs entrent en ligne de compte. Toutefois, nous accroissons en même temps notre propre invulnérabilité. Le fait est que nous nous efforçons d'assurer de plus en plus notre indépendance à l'égard de toutes les denrées essentielles.

Voici donc deux grandes nations américaines, les États-Unis et le Canada, qui vivent côte à côte. Ces pays possèdent sans doute les plus vastes ressources qu'on puisse trouver sur toute autre étendue semblable à la surface de la terre. Ils ont probablement chez eux les gens les plus intelligents et les plus habiles du monde; ils possèdent des capitaux importants; ils ont les meilleures industries; ils sont doués d'une habileté technique illimitée. Un vaste public de consommateurs permet aux États-Unis de procéder à la fabrication en masse, entraînant une réduction des prix de revient. Pourquoi donc ces deux pays ne pourraient-ils pratiquer l'autarcie?

Or, si un jour, ils pratiquaient l'autarcie, on peut se demander comment les autres nations de l'univers parviendraient à obtenir ne fut-ce qu'un seul de nos dollars, puisque nous n'accepterions alors aucun de leurs produits? C'est là la quintessence même du problème.

Une voix: C'est bien exact.

M. Blackmore: Sachons voir la chose en face et nous efforcer d'y apporter remède. Ne gaspillons pas notre temps en insinuations ou en accusations dirigées contre les États-Unis qui ne veulent pas importer notre fromage ou toute autre denrée canadienne. Essayons de trouver une formule qui autoriserait les États-Unis à permettre à une nation qui a du fromage à vendre, d'obtenir des dollars américains sans encombrer l'économie de nos voisins avec des fromages qui rivaliseraient avec ceux des États-Unis. Nous ferions alors preuve de sens pratique.

Jusqu'à présent et à l'exception d'un membre du parti du crédit social, personne n'a élevé la voix dans cette Chambre pour dire comment le Canada pourrait fournir à la Grande-Bretagne ou à d'autres pays, des dollars canadiens, sans importer leurs marchandises en contre-partie, même si ces marchandises rivalisent avec nos propres industries qu'elles peuvent un jour finir par détruire.